



CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN

CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN

**CENTRE HOSPITALIER
Sainte Gemmes sur Loire**

BP 50089

49137 LES PONTS DE CE CEDEX

DIRECTION DU PLAN & DES TRAVAUX

**NOTICE SECURITE PROTECTION SANTE
POUR LES OPERATIONS REALISEES
SUR L'ENSEMBLE DES STRUCTURES
DU CESAME**



7200

**CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN
MAISON ACCUEIL SPECIALISE
ROCHE MORNA**

18 ou 112

STRUCTURES EXTERIEURES

SOMMAIRE

1) AVANT PROPOS	2
2) COMPORTEMENT DES PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE	3
3) PROTECTION DES PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE	3
4) CIRCULATION ET DEPLACEMENT	4
5) ACCES AUX LIEUX DE TRAVAIL	4
6) MANUTENTION ET LIVRAISON	5
7) DEPOT DE MATERIEL	5
8) MATERIALISATION DES LIEUX DE TRAVAIL	6
9) ORGANISATION DU TRAVAIL	6
10) ELIMINATION ET EVACUATION DES DECHETS	6
11) TRAVAUX EN HAUTEUR	7
11.1-LA PROTECTION COLLECTIVE	7
11.2-LA PROTECTION INDIVIDUELLE	8
11.3-LES ECHELLES ET ESCABEAUX	8
11.4-LES PLATESFORMES ELEVATRICES ROULANTES & NACELLES ELEVATRICES	8
11.5-LES ECHAFAUDAGES	9
11.5.1-Montage et démontage	9
11.5.2-Vérifications	9
12) TRAVAUX SUR LE RESEAU ELECTRIQUE	10
13) TRAVAUX EXPOSANT A L'AMIANTE	11
14) TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS	11
15) BOUTEILLES DE GAZ SOUS PRESSION	13
16) TRAVAUX DANS UN SERVICE D'HOSPITALISATION	14
17) TRAVAUX DANS LE SERVICE CUISINE CENTRALE	14
18) TRAVAUX DANS LES AUTRES BATIMENTS	15
19) URGENCES MEDICALES	15
20) LUTTE CONTRE L'INCENDIE	16
21) CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE	16
22) LISTE DES TRAVAUX DANGEREUX	19
23) LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR	20
24) PLANS DE MASSE	21
24.1-MAISON ACCUEIL SPECIALISEE	21
24.2-CENTRE DE SANTE MENTALE	22
24.3-LA ROCHE MORNA	23

1) AVANT PROPOS

L'intervention d'une entreprise extérieure au CESAME peut générer des risques tant pour le personnel de votre entreprise que pour les patients, les familles et les professionnels dans les locaux de l'hôpital. Afin d'éviter des accidents ou des incidents, qui pourraient résulter de ces risques nouveaux, il est nécessaire de les analyser et de les anticiper.

En fonction des travaux réalisés et du nombre d'entreprises extérieures, deux champs d'application sont possibles :

- Le plan de prévention pour les opérations avec une seule entreprise ;
- La coordination sécurité protection santé pour les opérations de bâtiment et de génie civil pour lesquels plusieurs entreprises interviennent.

Dans les deux cas, préalablement à toute intervention, une inspection commune (avec le(s) représentant(s) de l'entreprise extérieure et le représentant du maître d'ouvrage) des lieux de travail et des équipements doit être réalisée. Elle permet de définir le secteur d'intervention, les voies de circulation et les zones présentant des dangers.

Un plan de prévention sera établi dans les cas suivants :

- Pour les travaux dangereux dont la liste est détaillée en paragraphe 22 ;
- Si la durée des travaux réalisés par l'entreprise extérieure est supérieure à 400 heures sur une période de 12 mois.

Si l'entreprise intervient tout au long de l'année au CESAME un plan de prévention annuel sera rédigé. Celui-ci sera revu en fonction des modifications de condition de travail.

L'entreprise devra se rapprocher de la cellule sécurité du CESAME pour plus d'information sur l'application de cette réglementation.

Dans tous les cas et avant toutes opérations, le représentant de l'entreprise extérieure doit faire connaître par écrit à la cellule sécurité du CESAME :

- La nature et le lieu de l'intervention ;
- La date et durée de l'intervention ;
- Le nombre prévisible des salariés affectés à l'opération ;
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'opération ;
- Le nom et la référence de leurs sous-traitants.

Ces informations pourront être transmises par courriel :

christian.carmet@ch-cesame-angers.fr

antony.semet@ch-cesame-angers.fr

L'entreprise extérieure doit fournir au service du Plan et Travaux, la liste nominative de tout le personnel susceptible de travailler dans les locaux du CESAME et des STRUCTURES EXTERIEURES.

L'entreprise extérieure s'engage à justifier auprès du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, en raison des dommages corporels et matériels causés à autrui du fait de son personnel, matériel et installation.

Il est en outre bien entendu que l'entreprise extérieure acquittera les cotisations de sécurité sociale et notamment celles relatives à la couverture du risque d'accidents de travail pour tout le personnel affecté aux travaux.

2) COMPORTEMENT DES PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE

Les méthodes de travail et les déplacements du personnel de l'entreprise extérieure à l'intérieur du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN devront être compatibles avec les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux établissements recevant du public, hôpitaux en particulier.

Ainsi il est interdit:

- D'introduire des boissons alcoolisées dans l'enceinte du CESAME ;
- D'utiliser des moyens d'éclairages dangereux (bougies, torches, baladeuses en mauvaise état) ;
- D'enfoncer des pieux ou pièces métalliques, d'effectuer des fouilles dans le sol ou dans les murs sans autorisation (canalisations enterrées ou encastrées) sans avoir préalablement consulté le Service Plan et Travaux du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN ;
- De pénétrer sans autorisation dans les locaux de l'établissement autres que ceux où s'effectuent les travaux.

IL EST INTERDIT DE FUMER DANS L'ENSEMBLE DES LOCAUX DU CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN.

Il est impératif de témoigner une attitude respectueuse envers les patients en soin au CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN.

Toutes les informations relatives à ceux-ci, dont vous aurez connaissance, exigent une confidentialité absolue.

3) PROTECTION DES PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE

Il appartient à l'entreprise extérieure de mettre à la disposition des tous ses employés le matériel et les équipements adaptés, destinés à leur protection, et à s'assurer que les règles de sécurité, particulièrement pour les travaux en hauteur, sont respectées.

Une attitude générale de prévention dans le comportement du personnel, l'organisation du travail et les choix du matériel doit être observée.

Le port des équipements de protection individuelle doit être adapté à chaque nuisance ou risque.

Les règles de sécurité sont indispensables pour toute exécution de travaux aériens, notamment sur la disposition des échafaudages et des systèmes de signalisation pour la protection du personnel de l'entreprise extérieure et celle des professionnels du CESAME exposé.

L'entreprise extérieure devra donner à ses professionnels toutes les instructions spécifiques quant aux mesures prises ou à prendre pour assurer leur sécurité et celle des professionnels du CESAME, patients en soin au CESAME et équipements du CESAME.

Un exemplaire des présentes consignes sera remis au chef de chantier afin de le laisser à disposition sur le lieu de travail.

L'entreprise génératrice de nuisances telles que bruit, émanations de poussière ou de vapeur devra mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

Les dispositifs de protection collective, seront privilégiés plutôt que le recours aux protections individuelles.

4) CIRCULATION ET DEPLACEMENT

La circulation et le stationnement des véhicules appartenant aux professionnels de l'entreprise extérieure sont autorisés à l'intérieur du périmètre de L'hôpital.

La circulaire ministérielle 2719 du 17 novembre 1977 relative à la circulation et au stationnement des véhicules à l'intérieur des établissements d'hospitalisation public, précise :

- La vitesse maximum est limitée à 30 Km/h ;
- Les règles du code de la route s'appliquent à l'intérieur du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN, de la MAS et de la ROCHE MORNA ;
- Les stationnements devant les poteaux d'incendie, les sorties de bâtiments et les issues de secours ainsi que sur les zones balisées au sol de couleur rouge sont rigoureusement interdits ;
- Le stationnement est autorisé sur les parkings prévus à cet effet et dans la zone du chantier pour les véhicules de société ;
- Les zones de stationnement seront déterminées avant chaque début d'intervention.

5) ACCES AUX LIEUX DE TRAVAIL

L'accès au chantier sera réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation générale du travail.

La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre les vols et les dégradations.

Les entreprises extérieures mettront en œuvre les moyens nécessaires pour permettre une circulation horizontale et verticale en toute sécurité pour l'ensemble des intervenants du chantier et cela, jusqu'au terme de leurs prestations.

Chaque entreprise tiendra une liste nominative du personnel participant au chantier, y compris les entreprises sous-traitantes. Chaque salarié de l'entreprise extérieure présent sur le chantier sera informé par le responsable de l'entreprise extérieure des mesures suivantes:

- **Des conditions de circulation des personnes sur le chantier ;**
- **De la sécurité pendant l'exécution du travail ;**
- **Des dispositions à prendre en cas d'accident ou d'incendie ;**
- **De la situation et le contenu des boîtes de premiers secours.**

Sur la demande de l'entreprise extérieure au responsable du service Plan et Travaux, une clé ou un badge sera mis à disposition afin d'accéder au chantier ou lieux de l'intervention.

Pour les interventions répétitives et dans le cadre d'un contrat, un trousseau de clé, une carte magnétique, un badge et un code d'accès seront attribués et disponible à l'accueil du CESAME. Cette organisation sera définie avec l'Ingénieur du service Plan et travaux et la cellule sécurité.

En cas de perte d'un moyen d'accès aux locaux (cartes magnétiques, badges ou clés), il sera impératif de signaler cette situation à l'ingénieur du service Plan et Travaux ou son représentant.

Le responsable de l'entreprise extérieure (ou le chef de chantier) et le représentant du Maître d'ouvrage, s'entendront, afin de définir les conditions d'accès aux locaux et la notion de sûreté dans le bâtiment (code d'accès pour l'alarme anti intrusion, attribution des clés, d'un badge et cartes magnétique).

6) MANUTENTION ET LIVRAISON

Les transports doivent s'effectuer de telle sorte qu'ils ne risquent pas d'occasionner d'accidents.

Les charges doivent être convenablement arrimées et solidement maintenues pour éviter leur chute en cours de transport.

Il est en outre interdit, sauf autorisation spéciale de l'Ingénieur du service Plan et Travaux :

- De transporter du matériel dépassant latéralement du véhicule ;
- De transporter du matériel suspendu à l'extrémité d'une flèche de levage.

Les personnels de l'entreprise extérieure devront être titulaires des autorisations de conduite en cours de validité nécessaire à la manœuvre des engins de levage et de manutention.

Ces attestations et autorisations de conduite devront être présentées au représentant du Maître d'ouvrage ou son représentant.

Si l'entreprise extérieure souhaite utiliser un matériel de levage appartenant au CESAME, celle-ci doit s'assurer que les contrôles réglementaires sont réalisés et à jour. Les rapports de vérification sont disponibles à la cellule sécurité du CESAME.

L'utilisation d'un matériel de levage, appartenant au CESAME, par l'entreprise extérieure se fera sous son entière responsabilité et par une personne habilitée et compétente. De plus, l'utilisation de ce matériel de levage sera subordonnée à l'autorisation spéciale de l'Ingénieur du service Plan et Travaux.

Les entreprises extérieures devront prendre connaissance du plan de circulation et de masse du CESAME. Ils devront informer leur société de livraison des conditions de circulation dans l'enceinte du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN. Chaque livraison devra être anticipée et convenue avec le Maître d'ouvrage.

7) DEPOT DE MATERIEL

Le stockage des matériaux ou du matériel devra être organisé de manière à laisser libre les accès et les aires de circulation dans l'emprise du chantier, ainsi qu'aux abords de celui-ci.

Les entreprises devront échelonner leurs approvisionnements au rythme du chantier pour limiter les surfaces de stockage.

Les dépôts de matériels ou de matériaux sont susceptibles d'être à l'origine d'accident. C'est pourquoi, il est interdit d'entreposer à l'extérieur du chantier sans protection ni balisage visible de jour comme de nuit. Cette signalisation est assurée par l'entreprise extérieure en accord avec le représentant du Maître d'ouvrage.

Les lieux de stockage devront être décidés avant chaque opération avec le représentant du Maître d'ouvrage.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux n'est autorisé:

- Aux abords des équipements de lutte contre l'incendie ;
- Sur les passages de canalisations ;
- Devant les issues des services de soins ;
- Devant les issues de secours ;
- Sur les zones de stationnement d'urgence.

8) MATERIALISATION DES LIEUX DE TRAVAIL

Le chantier sera matérialisé et protégé à l'initiative et sous la responsabilité de l'entreprise extérieure.

Un plan de clôtures, de cheminements piétons du chantier et d'installation de cantonnement sera établi par l'entreprise extérieure en accord avec le maître d'ouvrage.

Il appartient au chef de chantier de prévenir toutes les situations dangereuses. (Telles que chute d'objet, trou ou tranchée dans ses zones de travail, à l'aide de guirlandes, barrières, panneaux de signalisation ou plaques de protection).

Les trémies et réservations devront être protégées au moyen de garde-corps complet.

L'entreprise extérieure devra également prendre toutes les dispositions pour assurer la fermeture à clé des locaux en dehors des heures de travail afin d'éviter les vols, les accidents ainsi que les fugues potentielles des patients.

9) ORGANISATION DU TRAVAIL

Il est strictement interdit de laisser travailler une personne seule dans un lieu où elle ne puisse être secourue dans de bref délai en cas d'accident ou de malaise.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation de chantier afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Les lieux de travail, quels qu'ils soient, ne doivent absolument pas servir à l'entreprise extérieure comme dépôt d'outillage, vestiaire ou lieu de casse-croûte.

Les locaux réservés aux professionnels, la localisation des sanitaires et lieux de pause de l'entreprise extérieure seront déterminés en accord avec le représentant du Maître d'ouvrage et la Cellule sécurité en fonction de chaque opération.

Le phasage des travaux devra éviter les superpositions et les juxtapositions directes des activités. En cas d'impossibilité, des moyens de protections efficaces devront être prévus et mis en œuvre.

10) ELIMINATION ET EVACUATION DES DECHETS

Chaque entreprise devra assurer l'évacuation de ses gravois et déchets en décharge publique pendant la durée de l'opération en respectant les règles de sécurité et d'hygiène dans les services de soins ainsi que les règles de sécurité liées aux déplacements des véhicules dans le CESAME.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail.

Aucuns produits, gravois ou déchets, ne devra rester sur le site du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN de la MAS et de la ROCHE MORNA ou des structures extérieures, à l'issue de chaque opération.

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'ouvrage pourra demander à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Le brûlage à l'air libre est strictement interdit sur le chantier.

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués, suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité NF T 01-100.

Les déchets à risques déposés et évacués par l'entreprise extérieure devront faire l'objet d'un Bordereau de suivi de déchets industriels (formulaire **CERFA N°07 0320**) conformément à l'arrêté du 04/01/1985 (J.O. du 16/02/85).

Il est interdit de rejeter à l'égout des produits chimiques, des solvants ou peintures usés ou des déchets solides broyés.

11) TRAVAUX EN HAUTEUR

Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs.

Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques. (Article R.4323-58)

Il est interdit de réaliser des travaux temporaires en hauteur lorsque les conditions météorologiques ou liées à l'environnement du poste de travail sont susceptibles de compromettre la santé et la sécurité des travailleurs (Article R.4323-68).

11.1-LA PROTECTION COLLECTIVE

La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :

- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
- Une main courante ;
- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur.

La prévention des chutes de hauteur peut être assurée par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente. Si une protection avec des garde-corps ne peut être mise en œuvre, des dispositifs de recueil souples sont installés et positionnés de manière à permettre d'éviter une chute de plus de trois mètres (Article R.4323-60)

Si les dispositifs de protection collective ne peuvent être utilisés, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute ne permettant pas une chute libre de plus d'1 m (Article R.4323-61)

Il convient d'éviter les "interruptions" dans les protections collectives, en particulier aux points d'accès aux postes de travail, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Si l'enlèvement temporaire de protections collectives est nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires doivent être prises avant d'entreprendre tout travail (Articles R4323-65 et R4323-66).

La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en toute sécurité. Le passage, dans un sens ou dans l'autre entre un moyen d'accès et des plates-formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risque de chute.

La priorité doit être donnée aux protections collectives. La protection individuelle des professionnels est envisagée lorsque les protections collectives n'ont pas pu être mises en œuvre.

11.2-LA PROTECTION INDIVIDUELLE

Un équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur est composé d'un dispositif de préhension du corps (harnais), d'un mécanisme de sécurité pour atténuer les effets de la chute, d'un système de liaison (longe) et d'un point d'ancrage.

Les équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur doivent être vérifiés annuellement par une personne compétente appartenant ou non à l'entreprise extérieure (agent désigné à cet effet, fournisseur, organisme de contrôle...). Cette vérification porte sur l'état général (vérification visuelle des coutures...). Cette vérification doit être tracée sur un carnet de contrôle ou faire l'objet d'un rapport de vérification.

Par ailleurs, ces équipements doivent être vérifiés visuellement par les utilisateurs avant chaque utilisation. Un professionnel utilisant un équipement de protection individuelle contre les chutes de hauteur ne doit jamais rester seul. Le travail isolé est interdit. Les professionnels doivent être informés sur la présence et les modalités d'utilisation des points d'ancrage et des dispositifs d'amarrage.

11.3-LES ECHELLES ET ESCABEAUX

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. (Article R.4323-62) ; Cependant, cela peut être exceptionnellement toléré :

- en cas d'impossibilité technique de recourir à la protection collective ;
- ou lorsque le risque de chute de hauteur est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Les échelles, escabeaux et marchepieds sont placés de manière à ce que leur stabilité soit assurée en cours d'accès et d'utilisation et que leurs échelons ou marches soient horizontaux. (Article R.4323-82)

Les échelles portables doivent :

- appuyer et reposer sur des supports stables, résistants et de dimensions adéquates afin de demeurer immobiles ;
- être fixées dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, soit être maintenues par un dispositif antidérapant, pour éviter de glisser ou de basculer pendant leur utilisation.
- Les échelles d'accès doivent dépasser d'au moins un mètre le niveau d'accès (Article R.4323-87).
- Le port de charge sur une échelle doit rester exceptionnel et être limité à des charges légères et peu encombrantes qui ne doivent pas entraîner un déséquilibre du travailleur (manipulation facile sans risque d'accrochage avec les barreaux de l'échelle, pas de prise au vent). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre (Article R.4323-80).

Il est recommandé de faire une vérification visuelle de l'état des échelles et des escabeaux au moins une fois par an. Cette vérification porte sur l'ensemble des éléments constitutifs (barreaux, montants, patins antidérapants).

Elle peut être réalisée par un agent de l'entreprise extérieure ou par un organisme de contrôle (par exemple par l'organisme chargé de la vérification des appareils de levage). Cette vérification doit être tracée sur un carnet de contrôle ou faire l'objet d'un rapport de vérification.

11.4-LES PLATESFORMES ELEVATRICES ROULANTES & NACELLES ELEVATRICES

Pour les travaux situés à moins de trois mètres et si la situation le permet il convient de préférer l'utilisation de plates-formes individuelles roulantes (qui sont conçues comme des postes de travail) à celles des échelles et des escabeaux.

Quand cela est possible, et à condition de respecter certaines règles d'utilisation, l'emploi de nacelles élévatrices est conseillé :

Les nacelles doivent être vérifiées tous les 6 mois ou lors de toute remise en services par du personnel qualifié appartenant ou non à l'entreprise extérieure (technicien, organisme de contrôle...).

Leur utilisation ne doit être confiée qu'à des professionnels qualifiés, c'est-à-dire formés et ayant une autorisation de conduite délivrée par l'entreprise extérieure.

11.5-LES ECHAFAUDAGES

Différents équipements de travail répondent à la définition d'un échafaudage : échafaudage de pied, échafaudage suspendu, échafaudage roulant, échafaudage sur tréteaux.

11.5.1-Montage et démontage

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. (Article R4323-69)

La formation à la sécurité dont bénéficient les travailleurs chargés de l'utilisation ou de la maintenance des équipements de travail est renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire pour prendre en compte les évolutions de ces équipements (Article R.4323-3).

La connaissance de la notice du fabricant et du plan de montage et de démontage est nécessaire, pour le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage. Ces documents doivent être conservés sur le lieu de travail (Article R.4323-70).

Dans le cas où la configuration de l'échafaudage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, celui-ci est généralement confié à une entreprise spécialisée. Cette situation peut notamment se rencontrer sur des sites spécifiques (clochers,...), où sont souvent mis en œuvre des échafaudages d'une configuration particulière, adaptée à la complexité de l'ouvrage.

Lors du montage, du démontage ou de la transformation d'un échafaudage, une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objets doit être mise en place (Article R.4323-71).

Aucun travailleur ne doit demeurer sur un échafaudage roulant lors de son déplacement (Article R4323-75). La charge admissible doit être visiblement indiquée sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers (Article R4323-76).

Les échafaudages sont munis sur les côtés extérieurs de dispositifs de protection collective : (Article R4323-77) placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1 m 10 ; comportant une plinthe de 10 à 15 cm ; Avec une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur. La distance entre le plancher de l'échafaudage et l'ouvrage contre lequel il est établi doit être inférieure à 20 cm. Si cette limite de distance ne peut être techniquement respectée, des protections collectives (garde-corps...) ou individuelles telles que définies précédemment doivent être mises en place (Article R4323-78).

11.5.2-Vérifications

Les vérifications portent sur l'ensemble de l'échafaudage, y compris ses accès, comme par exemple les tours d'accès. Elles doivent être effectuées par des personnes compétentes, appartenant ou non à l'entreprise extérieure.

Les échafaudages sont soumis à trois types de vérifications :

- Vérifications avant mise ou remise en service ;
- Vérifications journalières ;
- Vérifications trimestrielles.

La vérification avant mise ou remise en service, comporte un examen d'adéquation, un examen de montage et d'installation ainsi qu'un examen de l'état de conservation. Elle doit être réalisée notamment :

- Lors de la première utilisation ;
- En cas de changement du site d'utilisation ;
- En cas de démontage suivi d'un remontage ;
- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels de l'échafaudage, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté sa structure ;
- Suite à une modification des conditions d'utilisation ou des conditions d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation de l'échafaudage ;
- Suite à une interruption d'utilisation d'au moins un mois.

La vérification journalière : un examen de l'état de conservation doit être réalisé quotidiennement, en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation. Ces vérifications peuvent être réalisées par les utilisateurs de l'échafaudage, chaque début de journée.

La vérification trimestrielle : aucun échafaudage ne peut demeurer en service s'il n'a pas fait l'objet depuis moins de trois mois d'un examen approfondi de son état de conservation. Peu d'entreprises extérieures sont concernées par ces vérifications car les échafaudages demeurent rarement en service plus de trois mois.

Dans le cas d'une location d'échafaudage, il est nécessaire de s'assurer de sa conformité et de la réalisation des vérifications obligatoires. Le loueur doit fournir à l'utilisateur la notice et le plan de montage de l'échafaudage.

Les définitions des différents types d'examen que comportent les vérifications sont les suivantes :

L'examen d'adéquation consiste à vérifier que l'échafaudage est approprié aux travaux que l'on prévoit d'effectuer et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'échafaudage définies par le fabricant ;

L'examen de montage et d'installation a pour objet de vérifier que l'échafaudage est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instruction du fabricant ou au plan de montage établi par une personne (si le montage ne correspond pas à un montage prévu par la notice) ;

L'examen de l'état de conservation a pour objet de vérifier le bon état de conservation des éléments constitutifs de l'échafaudage pendant la durée de son utilisation. Cet examen porte notamment sur la présence des dispositifs de protection collective et des moyens d'accès, l'absence de déformation ou de corrosion, la présence des éléments de fixation, de calage, de stabilisation ou d'immobilisation.

12) TRAVAUX SUR LE RESEAU ELECTRIQUE

L'entreprise extérieure et son personnel devront se conformer, en matière de prévention électrique, à la réglementation en vigueur et en particulier :

- Au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 ;
- A la circulaire DRT 89-2 du 6 février 1989 ;
- Arrêtés pris en application du décret du 14 novembre 1988.

Il est formellement interdit au personnel de l'entreprise extérieure d'agir sur la distribution de l'énergie électrique dans l'établissement, et surtout de procéder aux opérations de verrouillage et déverrouillage des postes de transformation.

Les branchements provisoires ne peuvent être effectués qu'après autorisation du représentant du Maître d'ouvrage.

Il est formellement interdit au personnel d'une entreprise extérieure d'accéder aux postes de transformation électrique sans l'accord du responsable des équipements. Dans tous les cas, cet accès reste subordonné à la présence constante de deux personnes habilitées.

Il est interdit de couper électriquement tout ou partie d'un bâtiment sans autorisation préalable du Maître d'ouvrage et du responsable des équipements.

Les coupures électriques peuvent interférer sur les installations de sécurité (sécurité contre l'incendie, protection des travailleurs isolés, contrôle d'accès aux locaux, alarmes anti intrusion, système téléphonique et informatique...) du CESAME. A cet effet votre intervention devra être convenue et anticipée avec la cellule sécurité du CESAME et le représentant du Maître d'ouvrage.

Les prolongateurs de raccordements utilisés en aval des coffrets de distributions devront être du type HO7RNF avoir une longueur inférieure ou égale à 25 m et conforme à la norme EN61242-A1.

L'entreprise devra fournir les titres d'habilitation électrique en cours de validité des professionnels intervenant sur les installations électriques du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN.

13) TRAVAUX EXPOSANT A L'AMIANTE

L'organisation de prévention lors de l'exécution de travaux sur ou à proximité de matériaux contenant des fibres d'amiante consiste principalement à appliquer des dispositions du Décret N° 96-98 du 7 février 1996, arrêté du 14 mai 1996 modifié par le décret n°2001-840 du 13/09/2001.

L'entreprise extérieure devra s'informer auprès du Maître d'ouvrage de la présence d'amiante dans la zone de leur opération.

Le diagnostic technique amiante est disponible à la cellule sécurité du CESAME, service Plan et Travaux.

Un plan de prévention sera établi avec l'entreprise extérieure et le Maître d'ouvrage cosigné, sur la base de l'évaluation des risques qui aura été mené conjointement.

14) TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS

Aucun travail par points chauds ne peut s'effectuer dans les bâtiments du CESAME, de la Maison d'accueil spécialisé et de la Roche Morna sans être validé par un **permis de feu**.

Ce document est disponible auprès de la cellule sécurité du CESAME. Le permis de feu est rédigé avec le chargé de sécurité du CESAME ou son représentant et les professionnels de l'entreprise extérieure chargés de l'exécution et de la sécurité du travail.

Pour les chantiers exécutés dans les bâtiments ou parties de bâtiments équipés de détection automatique d'incendie, il est obligatoire de demander la mise hors service de la zone de détection incendie concernée pour les travaux.

Sont concernés :

- Les travaux par point chaud ;
- Les travaux ou maintenance dégageant de la poussière ;
- Les travaux pouvant dégager de la vapeur ;
- Certain opérations de soudage de revêtements muraux/sols ;
- Certain décapage de surface.

Avant le travail :

Dans le cas d'exécution d'une soudure, de découpage au chalumeau ou meuleuse et d'une manière générale, avant l'utilisation de matériel produisant des flammes ou des étincelles, vous devez demander un permis de feu à la cellule sécurité du service Plan et Travaux.

Une inspection préalable des lieux est indispensable pour déterminer les risques provenant du local où les travaux seront exécutés et, éventuellement, des locaux contigus où ceux que les travaux pourraient engendrer dans les locaux.

Les opérateurs reçoivent les consignes de sécurité résultant de cette inspection. Les moyens d'alarme (Téléphone, Avertisseur d'incendie...) leur sont indiqués.

Tous les moyens nécessaires de protection contre le feu doivent être prévus par les entreprises (Bâches ou couvertures en matériaux incombustibles, sans trou ni déchirures, tôles).

Le CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN fournira les extincteurs appropriés à la classe de feu susceptible de se déclarer sur demande de l'entreprise extérieure.

Vérifier l'intensité admissible par les câbles et les prises de courant afin d'éviter les surcharges.

Si l'on peut craindre une atmosphère explosible, explorer les lieux et les environs à l'explosimètre.

S'assurer du parfait état des appareils et notamment des tuyaux souples ou des câbles électriques, des isolants et des prises de courant.

Débarrasser le lieu de travail dans un rayon suffisant les matières inflammables telles que: Etoupes, chiffons, graisses, cartons d'emballage, fibre; mousse de polystyrène, poussières, sciure, duvets au sol ou en caniveau - sur poutres et redents- sur et sous machines- sur les innervations de part et d'autres des cloisons.

Si le plancher est en bois, le recouvrir de panneaux incombustibles ou de bâches ignifugées.

Boucher avec des matières incombustibles les ouvertures, interstices, passages divers dans les planchers et les cloisons à proximité du lieu de travail.

Ecarter tout dépôt de matières combustibles des conduites ou canalisations sur lesquelles se fait le travail ; s'assurer que les extrémités de celles-ci ne débouchent pas à proximité de matériaux combustibles.

Vérifier que les canalisations ou récipients ont été correctement traités pour éviter les explosions.

Le responsable de l'entreprise extérieure se fait remettre les imprimés nécessaires par l'Ingénieur du service Plans et Travaux ou son représentant.

Pendant le travail :

Observer les projections de particules incandescentes et se tenir prêt à intervenir immédiatement en cas d'accident ou de début d'incendie.

Ne jamais opérer à proximité des bouteilles de gaz, éviter qu'elles reçoivent des projections.

Surveiller jusqu'au bas de leur trajectoire, les chutes de particules incandescentes car, l'expérience montre qu'elles s'échauffent en tombant.

Disposer les pièces métalliques chaudes de manière à ne créer aucun danger pour les personnes et les matières de voisinage.

Pour l'oxycoupage, réduire la pression de l'oxygène au strict minimum compatible avec le fonctionnement de l'appareil, afin de diminuer les projections.

Contrôler à tout moment son action et, en particulier, surveiller la flamme si l'on est amené à poser son chalumeau allumé. Ceci n'étant d'ailleurs acceptable que sur un support prévu à cet effet.

Après le travail :

Refroidir les parties chauffées ou les laisser refroidir sans abandonner leur surveillance; si les parties chauffées ne sont que partiellement visibles, il faut obligatoirement les refroidir.

Etouffer et évacuer les restes de projections subsistant sur les bâches et sur le sol.

Inspecter de façon minutieuse et détaillée les lieux de travail et éventuellement derrière les cloisons proches et de toutes autres parties cachées.

NOTA: Dans tous les cas où le travail a affaibli une partie de la construction (passage de canalisations entre murs ou plancher etc.) l'étanchéité et le degré CF au passage des canalisations devront être repris par des éléments incombustibles (plâtre) par l'entreprise extérieure.

15) BOUTEILLES DE GAZ SOUS PRESSION

Stockage :

Les bouteilles de gaz sous pression, nécessaires à certains travaux, doivent être stockées dans des endroits ventilés, à l'abri des intempéries et le plus loin possible de produits combustibles. De plus, les bouteilles de gaz différentes doivent être séparées.

Manutention :

La manutention des bouteilles doit être effectuée avec précaution et sans heurts, qu'elles soient pleines ou vides. Pour les déplacer, les rouler sur leur fond ;

Le capuchon de protection doit rester en place pendant toute manutention ;

Le transport des bouteilles nécessite un calage ;

Ne jamais utiliser une bouteille pleine ou vide pour caler ou supporter quoi que ce soit.

Utilisation :

Les bouteilles de gaz sous pression ne doivent être utilisées que par le personnel autorisé à le faire ;

Pour rechercher une fuite utiliser l'eau savonneuse ou un produit équivalent et adapté ;

N'utiliser que des flexibles et accessoires en parfait état ;

Tout transvasement d'une bouteille dans une autre est interdit ;

Eviter tout contact oxygène et matières grasses (risques d'explosion).

16) TRAVAUX DANS UN SERVICE D'HOSPITALISATION

Dans tous les cas, les professionnels de l'entreprise extérieure devront se présenter au cadre de santé de l'unité d'hospitalisation. Les conditions d'accès aux locaux sont détaillées au paragraphe 5.

Pour les travaux effectués dans un service d'hospitalisation ou dans un local contigu, des précautions devront être prises afin d'éviter :

- Que les patients soient incommodés par les travaux (Bruits, poussière, etc.) ;
- Que les personnes qui sont appelées à circuler à proximité du chantier (patients, visiteurs, Personnel) ne soient pas victime d'un accident ;
- Que les travaux ne soient pas à l'origine de transmission de germes.

A cet effet, le responsable de l'entreprise extérieure (ou le chef de chantier) et le représentant du Maître d'ouvrage, prendront contact, avant tout commencement d'exécution, avec la médecine du travail afin de déterminer les mesures à mettre en place pour protéger :

- Les professionnels de l'entreprise extérieure ;
- Les patients et le personnel du service concerné ;
- Les visiteurs.

Les horaires de travail devront être adaptés à l'organisation du service de soins. Toutes les mesures sécurité et de méthodologie des travaux devront être convenues avec le cadre de santé du service d'hospitalisation et le représentant du Maître d'ouvrage.

D'autre part il est impératif de:

- **Toujours maintenir les portes d'accès des locaux et services fermés même si l'on effectue des trajets répétitifs entre différentes pièces ;**
- **Ne pas laisser à la portée des patients des outils dangereux tels que tournevis, marteau, cutter, couteau, etc.**

17) TRAVAUX DANS LE SERVICE CUISINE CENTRALE

L'accès au service cuisine centrale est réglementé et les travaux devront être effectués en dehors des périodes d'activité et de production du service.

En cas d'accès pendant la période de production, il existe deux accès sécurisés :

- 1^{er} au niveau de l'accès visiteur (hall self) ;
- 2^{ème} au niveau du bureau maintenance.

Se munir de vêtements de protection et d'hygiène, disponibles à ces deux accès, avant de rentrer dans les cuisines. Le professionnel devra porter des sur-chaussures, une blouse et une charlotte.

Dans tous les cas il est impératif de contacter le responsable de la cuisine centrale avant toute intervention.

Les mesures d'organisation et de sécurité des travaux seront convenues avec le représentant du Maître d'ouvrage et le responsable de la cuisine centrale.

Les conditions d'accès aux locaux sont détaillées au paragraphe 5. La cuisine centrale est fermée après 16h30. Dans le cas d'une opération après cet horaire des mesures adaptées devront être convenues avec le responsable du service cuisine centrale.

Les interventions dans la zone de production (locaux, machines, matériels) nécessitent une hygiène rigoureuse. Des mesures de désinfection et de salubrité devront impérativement être convenues et anticipées avec le responsable du service.

18) TRAVAUX DANS LES AUTRES BATIMENTS

L'accès aux autres locaux du CESAME est strictement réglementé.

A cet effet, le responsable de l'entreprise extérieure (ou le chef de chantier) et le représentant du Maître d'ouvrage, s'entendront, afin de définir les conditions d'accès aux locaux et la notion de protection du bâtiment (code d'accès pour l'alarme anti intrusion, attribution des clés, d'un badge et cartes magnétiques).

Les bâtiments suivants impliquent des conditions d'accès particulières qui seront définies en relation avec le responsable, le directeur ou le cadre de proximité du service en commun avec le représentant du Maître d'ouvrage :

- **Le syndicat inter hospitalier de blanchisserie angevine ;**
- **La Pharmacie ;**
- **Les salles des serveurs informatiques ;**
- **Les logements de fonction ;**
- **Le musée ;**
- **Les directions administratives.**

Les conditions d'accès aux locaux sont détaillées au paragraphe 5.

Pour les interventions répétitives un trousseau de clé et un code d'accès seront attribués et disponible à l'accueil du CESAME. Cette organisation sera définie avec l'Ingénieur du service Plan et travaux et la cellule sécurité.

19) URGENCES MEDICALES

Chaque entreprise devra disposer à demeure sur le chantier et à un lieu prédéterminé et connu des salariés, d'une ou de plusieurs trousse de premiers secours.

Les consignes en cas d'incendie ou d'accident sont au paragraphe 21 du présent document et elles seront affichées sur le chantier.

Les professionnels des entreprises extérieures sont informés qu'en cas d'accident ou malaise de personnes, ils peuvent faire appel aux premiers secours grâce à un téléphone filaire, en composant le 7200, sur le site du CESAME route de Bouchemaine à Ste Gemmes S/Loire, La ROCHE MORNA et la Maison d'accueil spécialisée Port Thibaut.

Sur les sites extérieurs du CESAME les numéros d'urgence 18 et 112 pour les Sapeurs-Pompiers et le 15 pour le Samu sont en vigueur.

20) LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les professionnels de l'entreprise extérieure sont informés avant le début des travaux :

- 1) Que le numéro de sécurité sur le site du CESAME route de Bouchemaine à Ste Gemmes sur Loire, la ROCHE MORNA et la Maison d'Accueil Spécialisée Port Thibaut pour donner l'alerte est le 7200 à partir de n'importe quel téléphone filaire ;
- 2) Sur les sites extérieurs les numéros d'urgence 18 et 112 pour les Sapeurs Pompiers et le 15 pour le Samu sont en vigueur ;
- 3) De l'emplacement, de la nature, du maniement des appareils de lutte contre l'incendie du CENTRE DE SANTÉ MENTALE ANGEVIN situés sur le chantier et à proximité immédiate ;
- 4) Des cheminements et des issues de secours à emprunter en cas de sinistre ;
- 5) Des consignes de sécurité lors d'un début d'incendie au paragraphe 21 du présent document.

21) CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

CONSIGNES A SUIVRE EN CAS D'INCENDIE

CONSIGNES A OBSERVER

- . DE JOUR COMME DE NUIT**
- . EN SEMAINE COMME LE DIMANCHE**
- . IMPERATIVEMENT DANS L'ORDRE SUIVANT :**

1 - GARDEZ VOTRE SANG FROID :

- . ne criez pas pour ne pas affoler
- . maîtrisez-vous pour agir vite
- et en allant vers le téléphone le plus proche pour donner l'alerte :***

2 - FERMEZ RAPIDEMENT LES PORTES : des couloirs et des chambres de malades, ceci pour éviter la propagation du feu, des fumées, des gaz toxiques et de la chaleur.

3 - DONNEZ L'ALERTE PAR LE 72 00

- . par le téléphone intérieur le plus proche :
 - faites le **72 00** pour obtenir immédiatement le **STANDARD**
 - indiquez le lieu précis du début d'incendie
 - ne raccrochez pas avant d'être certain que le standardiste a bien compris.

4 - EVACUEZ LES PATIENTS

5 - ATTAQUEZ LE FEU avec les extincteurs appropriés :

- . Feux de **PAPIERS, LINGE, CARTONS** : extincteurs à **EAU PULVERISEE**
- . Feux de **LIQUIDES inflammables**)
- . Feux **d'ORIGINE ELECTRIQUE**) extincteurs **C O 2**

6 - PROTEGEZ-VOUS :

- . **Contre le rayonnement des flammes** :
Placez-vous derrière l'**ECRAN** formé par le **JET** de l'extincteur.
- . **Contre les fumées - les GAZ toxiques - la raréfaction de l'OXYGENE** :
Déplacez-vous la **TETE** le plus près possible du **SOL**.
Rampez si nécessaire.

7 - ATTENDEZ LES SECOURS

(Equipe de seconde intervention ou Pompiers) et donnez les renseignements utiles.

CONSIGNES PARTICULIERES

CES CONSIGNES DOIVENT ETRE OBLIGATOIREMENT AFFICHEES DANS CHAQUE SERVICE

Il est rappelé enfin que tous les professionnels doivent obligatoirement assister aux formations et essais organisés périodiquement pour apprendre au personnel le maniement des appareils et les règles de sécurité à appliquer.

Ste GEMMES s/LOIRE, le 25 mars 2003
LE DIRECTEUR

CONSIGNES PARTICULIERES EN CAS D'INCENDIE

1) Découverte d'un début de sinistre

- a) vérifiez toutes odeurs ou fumées suspectes et en cas de sinistre, localisez bien le lieu et l'ampleur ;
- b) Le bâtiment est équipé d'un système de détection incendie : allez vérifier le lieu et l'ampleur du sinistre.

2) Gardez votre sang froid

- Ne criez pas pour ne pas affoler ;
- Maîtrisez-vous pour agir vite ;
- Et en allant vers le téléphone le plus proche pour donner l'alerte, fermez rapidement les portes des couloirs, des cages d'escaliers et des chambres de malades, afin **d'éviter la propagation du feu des fumées, des gaz toxiques et de la chaleur.**

3) Donnez l'alerte

- Composez le numéro **7200** par le téléphone intérieur le plus proche ;
- Indiquez clairement sans vous affoler, le lieu exact du sinistre, étage, n° de chambre ou de pièce ainsi que la nature du sinistre ;
Exemple : Ici Mr ou Mme DUPONT, je vous signale un début d'incendie de literie. Je suis au pavillon X et le feu a pris dans la chambre n°15 au 1er étage.
- Ne raccrochez pas avant d'être certain d'avoir été bien compris. Au besoin, faites répéter votre message par le standardiste ;
- Votre appel sera reçu sur un appareil spécial et non sur la table d'écoute habituelle qui pourrait être encombrée par d'autres communications téléphoniques ;
- Une personne du pavillon sinistré se rend à l'entrée principale de l'Hôpital afin de guider les secours.

4) Diffusion de l'alerte par le standard

Le standardiste prévient dans l'ordre suivant et par priorité :

a) Pendant la période opérationnelle de l' ESI

- . Les pompiers par ligne directe ;
- . L'ESI par appel bip ;
- . Le Technicien de service par appel bip ;
- . Le Directeur de garde ;
- . L'Interne de garde .

b) En dehors de la période opérationnelle de l'E.S.I

- . Les pompiers par ligne directe ;
- . Le permanent des Services Techniques par radiotéléphone ;
- . Le veilleur par Bip ;
- . Le Directeur de garde ;
- . L'Interne de garde.

5) Mise en sécurité des personnes

- Evacuez les patients, visiteurs et personnels en dehors de la zone du sinistre si la situation le permet, en évitant la panique ;
- Assurez-vous du nombre de patients évacués ;
- Attendre les secours pour informer ceux-ci du nombre de personnes restant dans la zone du sinistre afin d'effectuer leur sauvetage avec des moyens adéquats.

6) Attaque du feu

Si l'ampleur du sinistre le permet le personnel pourra attaquer le feu avec des moyens appropriés.

- feux de papiers, linge, literie, ... : **extincteurs à eau pulvérisée** ;
- Feux de liquides inflammables ou d'origine électrique : **extincteurs CO2** .

7) Arrivée des secours

A l'arrivée des secours (E.S.I ou pompiers), un soignant doit guider ceux-ci vers le sinistre, les renseigner sur la nature du feu et donnez le nombre et l'emplacement des personnes restant dans la zone sinistrée.

Fait à Ste GEMMES s/Loire, le 25 mars 2003

LE DIRECTEUR

22) LISTE DES TRAVAUX DANGEREUX

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants ;
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du travail ;
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes ;
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article 233-29 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures ;
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température ;
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs ;
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation ;
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T. ;
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du code du travail ;
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965 ;
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB ;
14. Travaux exposant à des risques de noyade ;
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement ;
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n°65-48 du 8 janvier 1965 ;
17. Travaux de démolition ;
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée ;
19. Travaux en milieu hyperbare ;
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

23) LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR

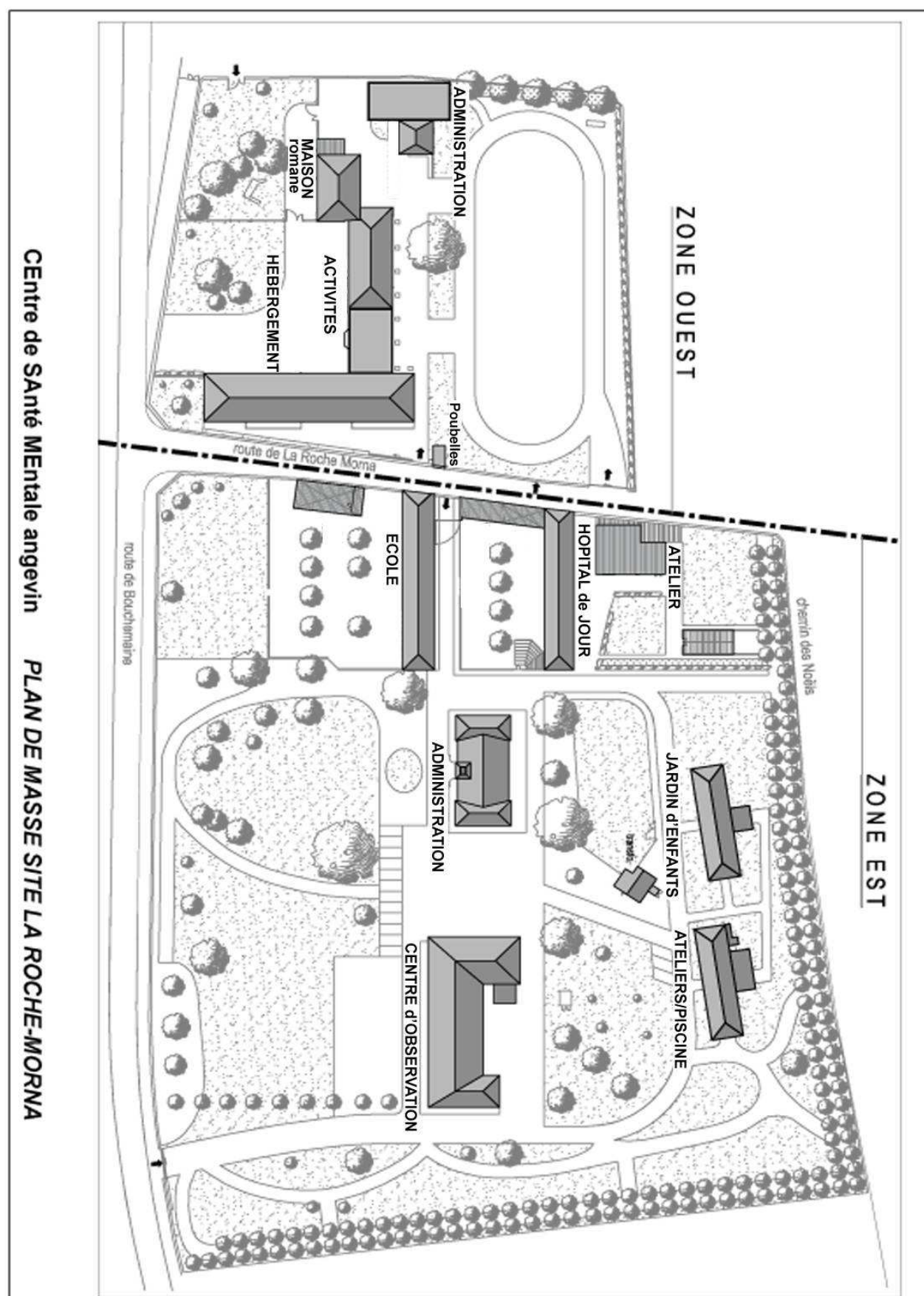
- Noms des professionnels intervenant sur le site du CESAME ;
- Titres d'habilitation électrique ;
- Autorisation de conduite pour les éléments de levages ;
- CASES pour la conduite pour les éléments de levages ;
- Plan de prévention annuel pour les interventions répétitives ;
- Plan de prévention pour les opérations impliquant des travaux dangereux.

24) PLANS DE MASSE

24.1-MAISON ACCUEIL SPECIALISEE







Centre de Santé Mentale angevin

PLAN DE MASSE SITE LA ROCHE-MORNA